

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

DIRECTION DES ARCHIVES

**Afrique-Levant
Jordanie
1953-1959
368QO**

Répertoire numérique détaillé

par

Delenn Gerald, vacataire

Sous la direction de Sarah Clinet, conservateur en chef du patrimoine

La Courneuve, juin 2025

Référence : FRMAE

Intitulé : Sous-direction Afrique Levant-Levant / Jordanie (1953-1959)

Dates extrêmes : [1922] 1953-1959

Niveau de description : Sous-série organique

Présentation, importance matérielle et support : 10 cartons, 20 articles, 1,2 ml

Producteur : Direction Afrique-Levant, sous-Direction du Levant

Service versant : Direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient

Modalités d'entrée : Versement administratif

Présentation du contenu :

La Transjordanie prend son indépendance à la fin du mandat britannique en 1946 et l'émir Abdallah bin El Hussein devient roi. Le pays fait partie des nations arabes à s'opposer à la résolution 181 des Nations Unies sur la partition de la Palestine et son roi prend la tête de l'armée arabe qui déclare la guerre à l'état nouvellement créé d'Israël en 1948. Un armistice est signé un an plus tard, après l'annexion de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est par la Jordanie. Le pays devient officiellement le Royaume hachémite de Jordanie en 1950, entérinant ces annexions. Le roi Abdallah est assassiné à Jérusalem en 1951, son fils Talal lui succède avant d'abdiquer dès août 1952 en faveur de son fils Hussein qui règne jusqu'en 1999. La Jordanie est une monarchie constitutionnelle dotée d'un parlement.

Pendant la période, la situation politique en Jordanie est relativement instable, dans la mesure où elle vit treize gouvernements et deux réformes constitutionnelles en six ans. Certaines élections parlementaires sont considérées comme peu démocratiques, en grande partie à cause du vote de l'armée organisé par le général britannique John Bagot Glubb dit Glubb Pacha, dans des circonscriptions où le pouvoir est réputé comme en difficulté. L'instabilité générale de la région accroît les tensions en Jordanie : le pays accueille massivement des réfugiés palestiniens, se pose donc la question de leur intégration. Les relations avec Israël sont d'autant plus tendues qu'en plus des incursions de réfugiés au-delà de la ligne d'armistice, la Jordanie a le contrôle des lieux saints et en bloque l'accès aux israéliens. Les tensions entre les différentes communautés religieuses sont fortes malgré des tentatives d'apaisement notamment avec le Saint Siège.

La religion d'état de la Jordanie est l'Islam, avec une population principalement sunnite et l'état fait le choix de réglementer l'enseignement et la prédication non seulement pour les différents courants chrétiens mais aussi pour les musulmans. Politiquement, il existe des tensions entre les mouvements laïcs et les mouvements religieux, notamment entre les communistes, le parti islamo-chrétien et la branche jordanienne du Baath (mouvement arabe socialiste, ayant pour objectif l'unification arabe en une seule nation). La Jordanie possède aussi des sites archéologiques très riches, attirant scientifiques et touristes.

Au niveau international, la Jordanie est proche du Royaume-Uni qui y garde une certaine influence liée l'ancien mandat. Cependant, d'importants différends non seulement sur la question palestinienne mais aussi sur la possibilité d'intégration de la Jordanie dans le Pacte de Bagdad développent les tensions entre les deux pays. Le roi pousse également pour une arabisation de l'armée et de son commandement en remplaçant les officiers britanniques

tandis que la population des régions frontalières avec Israël demande une présence militaire directement sur la ligne de frontière contrairement à la position britannique. Ces dissensions mènent au limogeage de Glubb Pacha en 1956, suivi de la fin du traité de défense entre les deux pays en 1957. Les relations de la Jordanie avec les Nations-Unies, qu'elle rejoint en 1955 après le retrait du véto de l'URSS, sont tendues : le pays dépend de l'aide internationale mais s'oppose à la création et à l'expansion d'Israël voulues par les occidentaux.

La Jordanie est un membre important de la ligue arabe, où elle est très proche de l'Irak. Ainsi, en parallèle de la création de la République arabe unifiée en 1958, liant l'Egypte et la Syrie puis le Yémen Nord, la Jordanie se rapproche de l'Irak dans l'Union arabe qui dure quelques mois en 1958, jusqu'à la chute de la monarchie irakienne.

Les relations entre la Jordanie et la France sont souvent tendues, largement autour de la question des communautés religieuses et de l'accès des lieux saints mais aussi concernant la question palestinienne. Cela mène notamment à des boycotts anti-français et quand, en 1956, l'armée israélienne soutenue par des forces franco-britanniques, envahit l'Egypte pour prendre le contrôle du canal de Suez, la Jordanie rompt ses relations diplomatiques avec la France provoquant le rappel de l'ambassadeur, Pierre-Louis Falaize. Le consulat général de France à Jérusalem-ouest et l'ambassade de France au Liban prennent le relais pour le suivi de la situation et des Français dans la région. Un nouvel ambassadeur n'est nommé à Amman qu'en 1962.

Au niveau économique, la Jordanie reste relativement pauvre, elle exporte des ressources minières comme les phosphates, le manganèse et la potasse mais ne possède pas de gisements de pétrole. La période est marquée par des difficultés liés à d'importantes pertes agricoles causées par des sécheresses d'autant que le pays est par nature très sec ; la Jordanie bénéficie donc d'aide internationale par le biais des Nations-Unies pour pallier ces mauvaises récoltes et éviter une famine.

Mode de classement : Classement à l'article. Les dossiers ont été versés en suivant le cadre de classement de la sous-direction Levant en vigueur jusqu'en 1972. Ils ont été communiqués avant 2025 sur la base d'un inventaire provisoire sous la cote 368QONT/600-609, avant de faire l'objet d'un traitement définitif en 2025.

Conditions d'accès : libres

Conditions de reproduction : libres

Langue des documents : français, anglais

Contrôle de la description : Sarah Clinet, conservateur en chef du patrimoine

Date de la description : juin 2025

Description du contenu

1-2

Représentations diplomatiques et consulaires.

1951-1959

1

Représentation française en Jordanie. – Rupture et discussions sur la reprise des relations diplomatique (octobre 1956- mars 1957). Renseignements sur le poste (août 1954). Personnel, ambassadeurs, instructions, présentation des lettres de créance, rapports sur la Jordanie (1953-1957) ; autres personnels, carrières et rémunérations (1953-1954). Questions financières, matérielles et de sécurité, dossier général (février 1953- septembre 1958) ; valise et liaisons télégraphiques (juillet 1953-octobre 1956). Protocole, fêtes du 14 juillet et du 11 novembre, dont manifestations anti-françaises (juillet 1954 – août 1956) ; décorations, dont trafic (1954-1955).

1953-1958

2

Représentations de la Jordanie et représentations étrangères en Jordanie. – Représentations de la Jordanie, dossier général (1954-1957) ; représentations en France (1951-1957) ; Chine (1958-1959) ; Egypte (1956) ; Espagne (1953) ; Grande-Bretagne (1959) ; Maroc (1959) ; Pakistan (1958) ; Tunisie (1959) ; URSS (1956). Représentations étrangères en Jordanie, Afghanistan (1953) ; Allemagne (1953, 1955, 1957) ; Autriche (1953, 1955) ; Belgique (1955-1957) ; Chine (1958) ; Egypte (1953, 1956) ; Espagne (1953-1959) ; Etats-Unis (1953-1959) ; Ethiopie (1955) ; Grande-Bretagne (1954-1956) ; Grèce (1954) ; Inde (1954) ; Indonésie (1954-1955) ; Iran (1956) ; Irak (1956) ; Italie (1953, 1955) ; Liban (1953, 1955) ; Maroc (1957-1958) ; République arabe unie (1959) ; Saint-Siège (1953) ; Syrie (1954, 1956) ; Soudan (1957, 1959) ; Tunisie (1956) ; URSS (1959) ; Yougoslavie (1955).

1951-1959

3

Presse, information et documentation. – Presse jordanienne, journalistes jordaniens (1953-1959). Presse française dont Agence française de presse (1954-1956). Presse étrangère (1956). Demande jordanienne de documentation sur la police française (1953).

1953-1959

4

Questions militaires. – Dossier général, armée jordanienne, personnel militaire (1950-1959). Matériel militaire : achat, livraison, coopération avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (1954-1959). Relations avec la France, réactions aux attaques en Egypte (novembre 1956).

1950-1959

5-12

Politique intérieure.

1953-1959

5

Régime. – Dossier général, modification de la constitution, dissolution du parlement, réforme constitutionnelle, question palestinienne, fédération hachémite (1954-1958). Chef de l'Etat, famille royale, Roi Talal, fiançailles du roi Hussein, couronnement du roi Hussein, voyages officiels (1953-1959). Gouvernement et Parlement, nomination des conseillers et ministres, composition du gouvernement et du Parlement, relations entre le Parlement et le roi, crise gouvernementale de 1955 (1953-1957).

1953-1959

6

Personnalités jordaniennes. – Fiches de renseignements individuels, listes.

1953-1959

7-8

Situation intérieure. – Evolution.

1953-1959

7

1953-1956.

8

1957-1958.

9

Evènements et mouvements politiques. – Evènements politiques, arrestations d'officiers accusés de tentative de coup d'Etat, fermeture de la frontière avec la Syrie, question des réfugiés palestiniens, visite du secrétaire général de la Ligue arabe, procès du coup d'Etat, aide financière américaine (1959). Mouvements politiques, partis politiques : Baath, Parti de la libération, Parti socialiste, Parti islamо-chrétien, lois sur les partis (1953-1956) ; communisme (1953-1957) ; détenus et procès politiques (1953, 1957, 1959) ; syndicalisme (mai 1955-avril 1956).

1953-1959

10-11

Législation.

[1922] 1953-1956

10

Etablissements religieux et lieux saints.

[1922] 1953-1954

11

Autres lois. - Loi sur les sanctions collectives (1953), loi sur la location et la vente de biens immobiliers aux étrangers (1953), loi sur les réunions publiques (1953), loi sur la presse (1953-1955), loi sur les partis politiques (1954), loi sur la garde nationale (1954), loi sur la prévention des crimes (1954), mariage des étrangers en France (1954), loi sur la constitution des partis politiques (1955), loi sur les syndicats ouvriers (1955), respect du statu quo palestinien (1955), suspension de l'Ordonnance de défense (1956).

1953-1956

12

Autres questions. - Fonctionnaires, épuration de l'administration, réorganisation de la police, nominations, tentative de coup d'Etat militaire (1953-1957). Questions religieuses, visite d'un délégué apostolique, loi sur la prédication et l'enseignement dans les mosquées, tensions dans la communauté grecque-orthodoxe, conflits entre chrétiens et musulmans, relations avec Israël, gestion de Jérusalem, occupation des couvents français (1953-1956).

1953-1957

13-16

Relations extérieures.

[1951] 1952-1959

13

Relations avec la France. – Dossier général (janvier 1953-mai 1959). Voyage en France de Nassouhi Bey El Taber (mai-juillet 1955). Relations avec les colonies et

protectorats français, question nord-africaine, réactions à la crise marocaine, sentiment anti-français, soutien à l'Algérie (1953-1959) ; réactions à la guerre d'Indochine (1954).

1953-1959

14-16

Relations extérieures bilatérales hors France, et multilatérales.

[1951] 1953-1959

14

Dossier général. – Neutralisme oriental, grandes lignes de la politique extérieure de la Jordanie, sentiment anti-occidental, question de la Palestine (1953-1959) ; relations avec l'ONU, représentation jordanienne, plainte au Conseil de sécurité, question des relations avec Israël (1955-1959).

1953-1959

15-16

Relations bilatérales hors France.

[1948] 1953-1959

15

Afghanistan (1953). Allemagne (1954-1959). Algérie (1957). Arabie-Saoudite (1953-1958). Australie (1958). Belgique (1959). Chine nationaliste (Taïwan, 1957-1959). Egypte (1953-1957). Espagne (1953-1955). Etats-Unis (1953-1959). Grande-Bretagne ([1948] 1953-1959) dont Glubb Pacha (1956).

[1948] 1953-1959

16

Israël (1953-1958) dont entraînement des fédaiyins en Jordanie (1956). Irak (1953-1959) dont éventuelle entrée de troupes irakiennes en Jordanie ([1951] 1956). Iran (1953-1959). Italie (1954-1958). Japon (1955). Liban (1953-1957). Lybie (1959). Maroc (1959). Pakistan (1954-1955). Pays-Bas (1959). Pologne (1959). Saint-Siège (1953). République arable unie (1956-1959). Syrie (1953-1957). Turquie (1954-1959). URSS (1957-1959). Yougoslavie (1953-1957).

[1951] 1953-1959

17

Questions économiques, commerciales et financières. – Economie et commerce, dossier général, coopération internationale, gestion des importations dont crise du blé ([1949], 1954-1957) ; assistance technique étrangère (avril 1953-janvier 1957) ; mines, exploitation de phosphates, de manganèse et de postasse, recherches pétrolières (1954-1958) ; situation agricole (1955) ; exposition commerciale itinérante (1954) ; travaux publics et communications, projet d'exploitation des eaux du Yarmouk (1953-1954), transports maritimes, gestion des phares (1953-1954), postes et télécommunications, loi sur l'aviation civile, congrès postal arabe, installation du téléphone automatique à Amman (1953-1955), tourisme, accès aux lieux saints, délivrance de visas (1953-1957) ; relations économiques avec la France dont assistance agricole (mai 1953-décembre 1959). Finances et budgets, dossier général, budgets, impôts, coût de la vie (1953-1957) ; aides financières à la Jordanie (1953-1956).

1953-1959

18

Questions culturelles, scientifiques et techniques. – Dossier général, groupes étudiants, instruction publique, statistiques, application de la loi, place du français, UNESCO (1953-1958). Boycott anti-français (1956). Loi sur l'instruction publique, élaboration et application de loi, écoles privées (1953-1956). Enseignement religieux, écoles religieuses françaises, tensions autour de leur gestion, application sur de la loi sur l'enseignement (1953-

1956). Missions religieuses, exemptions, permis de séjour, réquisitions d'immeubles, évacuations (1953-1959). Missions archéologiques, voyages d'études de l'école biblique et archéologique française en Israël, licenciement du directeur jordanien des antiquités, missions du CNRS (1956-1958).

1953-1959

- 19** **Questions sanitaires et sociales.** – Dossier général, rapports et statistiques, conditions d'exercice des professionnels français, congrès médical arabe (1952-1956). Œuvres françaises, réciprocité pour l'exercice de la médecine (1955) ; affaire de l'interdiction d'exercer du Dr. Gaspar (1957) ; transferts de fonds, fondation d'un asile de vieillards à Jérusalem (1953-1955).

1952-1957

- 20** **Questions administratives.** – Dossier général, nationalité (1954) ; rapatriements pendant la guerre de Suez (1956) ; requêtes, demande de transmission de la maison Dior, informations sur des personnes, demande d'informations pour le règlement de factures suite à la rupture des relations diplomatiques, renvoi du carmel de Mlle Zeid (1955-1957) ; expulsion du consul gérant du consulat général d'Egypte à Jérusalem (1958) ; visas (1955-1959). Français en Jordanie, immatriculation (1959) ; colonie française, voyage d'Hélène de France, protection des français, rapatriement de Français emprisonnés (1955-1959) ; projet de voyage des scouts de France (1956) ; Nord-africains, émissaires politiques et religieux (1953-1955) dont gouvernement provisoire de l'Algérie (1959), pèlerins (1954). Intérêts français en Jordanie, dossier général (1956-1959) ; défense des intérêts français, consulat général à Jérusalem (1956). Ressortissants jordaniens en France, personnalités jordanianes en France (1953-1959) ; association franco-jordanienne d'ingénieurs et de techniciens (1955) ; défense des intérêts jordaniens en France par le Liban (1956) ; ressortissants jordaniens dans l'Union française, sollicitation de Mme Alawi (1957). Ressortissants étrangers en Jordanie, affaire Younès Bahri (1956), évacuation des ressortissants étrangers vivant en Jordanie (1956).

1953-1959